

Mesdames les députées, Messieurs les députés,

Au Syndicat des Enseignants de l'Unsa, nous savons ce que serait une rentrée réussie : une rentrée avec des personnels en nombre suffisant, des conditions de travail convenables, des effectifs de classe et des moyens dévolus permettant une réelle prise en charge de tous les élèves, quel que soit leur profil. Divulgâchons légèrement la suite de notre propos en disant d'ores et déjà que ce n'est toujours pas le cas de la rentrée 2024.

*Une rentrée réussie, pour les directeurs et directrices d'école, ce serait une rentrée avec une charge de travail enfin allégée, une gestion plus humaine et efficace des tâches attribuées à ces personnels.*

Pourtant, cette année encore, les directeurs et directrices d'école continuent d'être confronté·es à une charge de travail qui ne cesse de s'alourdir. Cela rend leurs missions pédagogiques et administratives impossibles à accomplir entièrement. C'est l'Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche qui nous le dit dans son rapport de juillet dernier. Pour le SE-Unsa, il est indispensable d'attribuer aux directeurs et directrices une aide administrative pérenne et augmenter leur temps de décharge d'enseignement. Cela passe aussi par une meilleure coordination avec les autres services de l'Éducation nationale. Les directeurs et directrices d'école ont besoin qu'on les forme au pilotage, puis qu'on les laisse piloter. Mais entendons-nous : quand nous parlons de pilotage, c'est bien de pilotage pédagogique et non de piloter son véhicule personnel à ses frais, pour aller chercher des livrets d'évaluation en circonscription.

*Une rentrée réussie, pour les enseignant·es et les élèves, ce serait une rentrée où chacun peut entrer dans les apprentissages, pour progresser à partir de là où il en est, sans pression statistique.*

Mais, vous l'avez entendu en déclaration liminaire intersyndicale, sur ce point non plus, la rentrée n'est pas réussie.

*Une rentrée réussie, pour les personnels comme pour les élèves, ce serait une rentrée où chaque poste est pourvu par des agent·es qualifié·es : chaque poste d'enseignant·e, de remplaçant·e, d'enseignant·e spécialisé·e en classe ou en RASED, de psychologue et de médecin de l'Éducation nationale.*

Le manque de personnel reste un problème récurrent dans nos écoles, et encore à cette rentrée 2024 : 3 000 postes non pourvus au concours et sûrement autant de démissions dans l'année. Pour le SE-Unsa, en vue de pallier cette pénurie et le manque d'attractivité du métier, il est impératif d'autoriser davantage de temps partiels, permettre de garder dans nos rangs les collègues qui ne peuvent se consacrer au métier à plein temps plutôt que les pousser à la disponibilité ou la démission, et de faciliter la retraite progressive pour les personnels en fin de carrière. Pour le SE-Unsa, il ne suffit pas de contraindre les agent·es pour qu'ils restent, il faut au contraire plus de souplesse. C'est une partie du chantier nécessaire pour plus d'attractivité. Le SE-Unsa le sait, mais ne peut que constater que depuis 2017 ce n'est pas un chantier, mais un vœu pieux.

*Une rentrée réussie, pour les enseignant·es comme pour les élèves à besoins éducatifs et pédagogiques particuliers, ce serait une rentrée où chaque élève a une place digne, où chaque enseignant·e a à proximité immédiate les professionnels dédiés aux troubles présents chez ses élèves.*

À cette rentrée, pour les enseignant-es, la question n'est pas de savoir s'ils auront un-e élève avec des troubles du comportement ou des apprentissages, mais combien il y en aura. Combien avec un diagnostic, une prise en charge et des adaptations déjà en place ? Combien n'ont pas encore été dépisté-es ? Beaucoup d'équipes pédagogiques sont au bord de la rupture, faute de prise en charge rapide en ESMS ou secteur sanitaire et faute de professionnels disponibles pour ces situations. Aujourd'hui, l'école se retrouve submergée par une superposition de dispositifs et d'injonctions, or les enseignant-es seule-es ne peuvent pas répondre à toutes les problématiques de ces élèves. Il faut des personnels médicaux-sociaux en appui, pour une prise en charge globale de l'élève. Pour une école réellement inclusive et adaptée à tous les élèves, il est urgent de rationaliser les dispositifs, d'en faire le bilan avant d'en ajouter d'autres. Plutôt que de multiplier les initiatives, il convient de les simplifier et de les rendre plus cohérentes, en concertation avec les équipes pédagogiques, afin de garantir qu'elles répondent véritablement aux besoins des élèves et des enseignant-es. Pour le SE-Unsa, ces réponses doivent être systématiques et immédiates.

*Une rentrée réussie, pour les enseignant-es comme pour les élèves, ce serait une rentrée où chacun a sa classe, avec des effectifs raisonnables et équilibrés sur l'ensemble de l'école.*

Pour le SE-Unsa, la gestion de la carte scolaire doit être revue. Il est inacceptable que des décisions de fermeture soient prises après la rentrée scolaire. Cela déstabilise les élèves, les familles et les équipes pédagogiques. Pour le SE-Unsa, un budget adapté aux besoins réels et un calendrier respectueux du rythme d'organisation des écoles sont nécessaires pour assurer une planification sereine et efficace de la rentrée. Le SE-Unsa réclame donc un engagement ferme à ce sujet, la garantie que les ajustements de carte scolaire se fassent en fin d'année scolaire pour la suivante, avec une transparence et une concertation renforcée.

Dans le même ordre d'idée, nous vous alertons sur la redéfinition de la carte de l'éducation prioritaire à venir. Pour le SE-Unsa, cela ne doit pas se faire à moyens constants et toute sortie du dispositif doit être graduelle.

*Enfin, une rentrée réussie pour les élèves et les personnels a lieu dans un espace de travail adapté, sécurisé et confortable.*

Or, la vétusté de nombreuses écoles et les évolutions climatiques que nous connaissons nécessitent aujourd'hui un engagement fort pour un cahier des charges exigeant sur la rénovation et les constructions d'écoles. Cet été, certaines villes ont mis en œuvre des projets innovants éco-responsables. Mais cela ne concerne que quelques milliers d'élèves, dérisoire sur les 6,5 millions que comptent les écoles en France. L'État doit donner les moyens à toutes les communes d'investir, pour que chaque élève, quel que soit le territoire où il est scolarisé, bénéficie d'une école confortable, adaptée aux conditions actuelles d'apprentissages et éco-responsable.

Pour un bilan de la rentrée scolaire positif, il faudrait répondre aux problématiques récurrentes que rencontrent les équipes éducatives : l'allègement des charges de travail des directeurs, la liberté pédagogique, une gestion plus souple des ressources humaines, une simplification des dispositifs d'inclusion, et une gestion de la carte scolaire plus respectueuse des personnels et des élèves. Voilà cinq points clés pour un bilan de rentrée 2024, mais qui aurait pu être un bilan de rentrée d'une autre année. Il faudra une réelle volonté politique pour que cela ne soit pas un marronnier.

Merci de votre attention.